



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

n° 08_26

**DIFFUSION DES SUPPORTS VIES DE
FAMILLE**

Février 2026

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 – NATURE ET FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE	5
6.1. Durée initiale :	5
6.2 Recondution :	6
ARTICLE 7 – PRESTATIONS ATTENDUES	6
ARTICLE 8 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	6
8.1 Modalités d’émission des bons de commande	6
8.2 Délai de traitement des bons de commande	7
8.3. Prolongation du délai de traitement des bons de commande.....	7
ARTICLE 9– CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE.....	8
9.1 – Préparation, coordination et exécution des prestations.....	8
9.2 – Désignation de l’intervenant	8
9.3 – Délais d’exécution des prestations.....	8
9.4 – Calendrier détaillé d’exécution	9
9.5 – Suivi de production et contrôle de qualité	9
9.6 – Charte graphique et propriété intellectuelle.....	10
9.7 – Documents remis - résultats.....	10
ARTICLE 10 – VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	10
10.1 - Vérifications des prestations.....	10
10.2 - Admission des prestations	10
10.3 – Rejet ou réfaction des prestations	11
ARTICLE 11 – PRIX	11
11.1. Forme des prix.....	11
11.2. Détermination des prix.....	11
11.3. Révision des prix.....	12
ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT	12
12.1. Avances	12
12.2 Acomptes.....	13
12.3. Facturation	13
12.4. Délai de paiement	14
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	15

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 15 – Nantissement et cessions de créances.....	16
ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DES PARTIES	18
16.1 - Obligations du titulaire.....	18
16.2 - Obligations de la personne publique	18
ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	19
ARTICLE 18 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECRET PROFESSIONNEL, DE DISCRETION PROFESSIONNELLE ET DE CONFIDENTIALITE.....	20
Article 19 – Traitement des données à caractère personnel et sécurité	21
19.1 – Traitement des données à caractère personnel.....	21
19.2 – Sécurité.....	22
Article 20 - Propriété intellectuelle	23
20.1 – Connaissances antérieures.....	23
20.2 Cession des droits afférents aux résultats (livrables)	24
ARTICLE 21 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	26
ARTICLE 22 – CONDITION DE GARANTIES SUR TIERS	27
ARTICLE 23 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	27
23.1. Etablissement d’un bilan d’émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	27
23.2. Gestion durable du marché.....	27
23.3. Echanges numériques	28
ARTICLE 24 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	28
24.1 Changement sans création d’une nouvelle personne morale.....	28
24.2 Changement entraînant la création d’une nouvelle personne morale	28
ARTICLE 25 – REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE DU TITULAIRE	29
25.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire.....	29
25.2 Sanctions en cas d’irrégularités constatées	30
ARTICLE 26 – PENALITES	30
ARTICLE 27 – CONDITIONS DE RESILIATION	32
27.1 Résiliation aux torts du titulaire	32
27.2 Résiliation sans faute du titulaire	33
ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES.....	33
ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	33

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les services de diffusion du magazine *Vies de Famille* ainsi que du *Guide "Spécial Prestations"*.

Le marché comprend les opérations logistiques nécessaires à la réception, à la préparation, à la diffusion, à la livraison, à la traçabilité, et au suivi des supports imprimés vers les partenaires des Caf situés en métropole et dans les départements et régions d'outre-mer (DROM).

Les prestations comprennent également, la mise à jour et la qualification de la base de diffusion, la gestion des réclamations, ainsi que la production des livrables et reporting attendus.

ARTICLE 2 – NATURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent contrat est un marché de prestations de services.

Le présent marché est passé en application des articles L. 124-4 et L. 224-12 du code de la sécurité sociale.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, comprenant des prestations forfaitaires et unitaires, conclu sans montant minimum avec un montant maximum, conformément aux dispositions des articles R. 2121-8, R. 2162-1, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 2°, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum pour toute la durée du marché est de 7 000 000,00€ TTC.

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-11 du code de la commande publique ainsi qu'à la section 1 du chapitre II du titre VI, relative aux accords-cadres.

ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) dénommée ci-après « la personne publique » ou « le pouvoir adjudicateur » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas Grivel ou son représentant ;
- d'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent cahier des clauses administratives particulières par l'expression : « le titulaire ».

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GENERALES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) ou son représentant.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de la Cnaf.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est Monsieur le Directeur de la Cnaf.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé (ATTRI1 Cnaf) et son annexe n°1 « identification du responsable de l'exécution de la prestation et du programme d'organisation des prestations » dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- l'annexe financière à l'acte d'engagement dûment complétée, datée et signée correspondant à la proposition financière du titulaire telle qu'acceptée par le pouvoir adjudicateur ;
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 08_26 ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 08_26 ;
- s'il y a lieu, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la sous-traitance ;
- le Cadre de réponse technique (CRT n° 08_26) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République française le 1^{er} avril 2021).

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus n'est admise.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Toute clause qui serait portée dans une documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations contractuelles du présent marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE

6.1. Durée initiale :

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa notification.

6.2 Reconduction :

Le marché peut être reconduit trois (3) fois, pour une durée de douze (12) mois, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois.

La reconduction du marché est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction du marché au moins cinq (5) mois avant la date d'échéance de la période d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de sa volonté de ne pas reconduire le marché.

ARTICLE 7 – PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent marché a pour objet la réalisation de des prestations relatives à la diffusion du magazine VIES DE FAMILLE ainsi que du Guide « Spécial Prestations ».

Le titulaire est chargé d'assurer l'ensemble des opérations logistiques nécessaires à la **réception**, la **préparation**, la **diffusion**, la **livraison**, la **traçabilité**, et le **suivi** des supports imprimés vers les partenaires des Caisses nationales familiales (Caf) situés en métropole et dans les départements et régions d'outre-mer (DROM).

Les prestations comprennent également, la mise à jour et la qualification de la base de diffusion, la gestion des réclamations, ainsi que la production des livrables et reporting attendus.

L'ensemble des prestations attendues est précisément détaillé dans le CCTP n° 08_26 du présent marché.

ARTICLE 8 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

8.1 Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre sont commandées au titulaire au moyen de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance du besoin pendant toute la durée du marché.

Ils sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception. La notification des bons de commande au titulaire entraîne le début d'exécution des prestations.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité du marché sont exécutés jusqu'à leur terme.

Les bons de commande mentionnent obligatoirement :

- le numéro de marché attribué par le pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du bon de commande ;
- le nom de l'émetteur du bon de commande et les coordonnées du pouvoir adjudicateur ;
- la référence client du pouvoir adjudicateur ;
- les adresses de facturation et d'exécution des prestations ;
- la date de début d'exécution des prestations ;
- la durée d'exécution des prestations ;
- la description détaillée des prestations ponctuelles à exécuter ;
- le montant total hors TVA, le taux de toute taxe hors la taxe de TVA le cas échéant, le montant de la TVA et le montant total TTC ;
- le code service du site ordonnateur en charge d'instruire le dossier et son adresse le code service (Site Paris), à savoir le site ordonnateur de Paris en charge d'instruire le dossier.

Les bons de commande sont émis par le site ordonnateur Cnaf Site Paris, 32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris cedex 14.

8.2 Délai de traitement des bons de commande

Chaque bon de commande doit être traité dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures calendaires à compter de la date de réception dudit bon de commande par le titulaire. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais et par courrier électronique, de toute difficulté de traitement ainsi que de la résolution de la difficulté de traitement.

En cas de défaillance du titulaire ou de retard dans le traitement des bons de commande, le titulaire encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 26 du présent CCAP.

8.3. Prolongation du délai de traitement des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation du délai de traitement susmentionné, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais contractuels.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par courriel, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du marché.

ARTICLE 9– CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 – Préparation, coordination et exécution des prestations

Il est fixé une période de préparation de trois mois. Cette période de préparation sera fixée dans la notification du marché, elle pourra être ramenée à un délai inférieur avec l'accord du titulaire.

Il est procédé, en particulier au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes (liste non exhaustive) :

- fixation des calendriers annuels d'exécution
- familiarisation avec les interfaces de la Mission Nationale
- commandes nécessaires etc.

9.2 – Désignation de l'intervenant

Le Titulaire du marché indique, de manière nominative dans le mémoire technique, la ou les personnes physiques chargées de la conduite et de l'exécution de la prestation de service.

Sauf en cas de maladie, d'accident ou de force majeure, seules les personnes désignées dans le mémoire sont autorisées à intervenir personnellement pour organiser les prestations, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur.

À ce titre, les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS s'appliquent pleinement.

9.3 – Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont ceux mentionnés dans le mémoire technique du titulaire. Ils sont comptés en jours ouvrables.

Sauf délai inférieur renseigné dans le mémoire technique mentionné ci-dessus, le délai global d'exécution des prestations est de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception des palettes de magazines.

Le choix du jour de la livraison est laissé au prestataire dans la limite du respect de ce délai de huit (8) jours ouvrables (à l'exclusion d'une livraison le samedi et le dimanche).

Les délais d'exécution décrits à l'article 9.4 propres aux prestations incombant au titulaire valent délais d'exécution des bons de commande sans que ces délais n'aient besoin d'être précisés dans lesdits bons de commande.

Les délais d'exécution propres à ce marché s'insèrent dans ces délais d'ensemble.

Toute dérogation aux échéances prévues devra être argumentée et faire l'objet d'un accord de l'autorité compétente.

9.4 – Calendrier détaillé d'exécution

Au cours du trimestre qui précède l'année d'édition, un calendrier détaillé d'exécution sera élaboré par le coordinateur, en collaboration avec les entreprises titulaires des marchés de conception, impression-livraison et de diffusion.

Il indiquera, pour chaque marché, la durée et la date de départ des différents délais correspondant aux interventions successives du titulaire pour la diffusion de la revue, au cours de l'année considérée.

Les calendriers détaillés d'exécution seront élaborés durant les mois de préparation visés à l'article 9.1 du présent CCAP.

Après acceptation par l'ensemble des titulaires, les calendriers détaillés d'exécution seront soumis à l'approbation de la CNAF.

Les calendriers arrêtés sont intégrés à l'outil de gestion partagé visé au point 3.5 du CCTP n° 08_26.

En cours d'exécution, en accord avec le pouvoir adjudicateur et les différents titulaires concernés, le coordinateur peut apporter des modifications aux calendriers détaillés d'exécution. Ces transformations ne doivent entraîner aucune répercussion sur les délais d'exécution.

En cas de reconduction du marché, les stipulations de l'article 3.1 du CCTP n° 08_26 s'appliquent.

Par ailleurs, chaque édition fait l'objet d'un planning détaillé, partagé entre le titulaire, le coordinateur et l'imprimeur et mis à jour en temps réel.

9.5 – Suivi de production et contrôle de qualité

Le titulaire fournit toute information utile en temps réel afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'avoir une parfaite connaissance de l'avancement de la production dans le cadre des calendriers établis.

En cas d'anomalies, de dysfonctionnements ou de malfaçons, le pouvoir adjudicateur peut demander le cas échéant des réfections sur facturation.

Il peut également demander une reprise des prestations par le titulaire, sans frais supplémentaire.

Indépendamment des contrôles de qualité qui seront assurés sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur, tout au long du processus, un contrôle de service rendu sera établi par ce dernier.

9.6 – Charte graphique et propriété intellectuelle

Le titulaire s'engage à respecter la Charte graphique de la Caisse nationale des allocations familiales.

La Cnaf détient la pleine propriété intellectuelle et tous les droits attachés aux créations éventuellement réalisées pour l'exécution de ce marché.

Le pouvoir adjudicateur en est l'unique propriétaire et dispose de la liberté pleine et entière de les exploiter.

9.7 – Documents remis - résultats

Tous les documents remis par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont en langue française et sont cédés à titre exclusif à la personne publique pour tous les droits sur les résultats par dérogation à l'article 37 du CCAG FCS.

ARTICLE 10 – VERIFICATION DES PRESTATIONS

10.1 - Vérifications des prestations

Les prestations objet du marché donnent lieu à des vérifications de la personne publique.

Le déroulement des opérations de vérifications qualitatives simples s'effectue avant la livraison des prestations par un examen sommaire.

Le déroulement des opérations quantitatives ainsi que celles nécessitant un examen approfondi intervient dans les conditions prévues aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour les opérations de vérifications est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise ; elle vaut alors attestation de service fait.

Dans le cas où les prestations ne sont pas exécutées dans les délais impartis, il est fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

10.2 - Admission des prestations

Si le pouvoir adjudicateur considère que les prestations sont satisfaisantes, il prononce l'admission des prestations.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter du dernier jour du mois écoulé.

L'admission des prestations permet au titulaire d'émettre sa facture.

10.3 – Rejet ou réfaction des prestations

En cas de mauvaise ou de non-exécution des prestations, la personne publique peut prendre une décision de rejet ou de réfaction des prestations proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception, dans le délai de cinq (5) jours ouvrés après l'expiration du mois de facturation desdites prestations.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

ARTICLE 11 – PRIX

11.1. Forme des prix

Les prix sont forfaitaires et unitaires.

Les prix initiaux du marché sont pour :

- les prestations de supervision, de préparation et pour les outils : **forfaitaires** ;
- les prestations de livraisons selon la volumétrie réelle des éditions : **unitaires**.

11.2. Détermination des prix

Conformément à l'article 10.1.3. du CCAF-FCS, les prix sont réputés comprendre

- toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire certifie que les prix proposés à la personne publique n'excèdent pas ceux pratiqués avec l'ensemble de sa clientèle et qu'ils sont établis conformément aux textes légaux et réglementaires.

11.3. Révision des prix

Les prix des prestations de diffusion (livraisons Métropole et DOM, surpoids, relivraisons) sont révisés trimestriellement, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,60 (ICTH_1/ICTH_0) + 0,25 (IPPE_1/IPPE_0) + 0,15 (CNR_1/CNR_0)]$$

- P : prix révisé
- P_0 : prix initial
- $ICTH$: Indice du coût horaire du travail – transports et entreposage (INSEE 001565190)
- $IPPE$: Indice prix production services transports terrestres (INSEE 010546100)
- CNR : Indice gazole professionnel du CNR
- 0 : valeur du dernier indice connu à la date limite de remise des offres
- 1 : valeur du dernier indice publié à la date de révision

Les indices de départ sont les indices du mois d'établissement de l'offre.

Les indices d'arrivée sont les indices du mois de la date de révision du marché.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

12.1. Avances

En application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation expresse de celui-ci dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Il est de 5% du montant du bon de commande, et de 10% du montant du bon de commande si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Sont considérées comme des petites et moyennes entreprises les entreprises définies comme telles dans la recommandation de la Commission n°2003/361/CE du 6 mai 2003 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (journal officiel L124 du 20.05.2003).

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire.

En cas de rejet des prestations, le remboursement de l'avance fait l'objet d'un ordre de recette.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, l'assiette de l'avance accordée au titulaire est réduite au montant des prestations lui incombant.

Par ailleurs, une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

12.2 Acomptes

Sans objet.

12.3. Facturation

La facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises.

Le dépôt et la transmission des factures électroniques doivent être effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Les factures non parvenues via « CHORUS PRO » sont retournées par le Directeur comptable et financier de la Cnaf.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises mensuellement comprennent a minima les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site de Paris (32 Avenue de la Sibelle 75014 Paris) ;
- la quantité et la dénomination précise des services réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes de la prestation ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou de taxes s'il y a lieu, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références sauf modification des relations contractuelles par recours aux procédures de nantissement (cession de créance, opposition, etc.) transférant les droits du titulaire, selon les règles

prévues en la matière, conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

12.4. Délai de paiement

12.4.1 Point de départ du délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché, sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de trente (30) jours, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement est fixé pour les prestations par la plus tardive des deux dates entre la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture du titulaire et la décision de réception des prestations ou le terme prévu pour les acomptes. En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché ou du bon de commande.

La demande de paiement est transmise par voie électronique, sa date de réception correspond à la date de réception du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail « CHORUS PRO ».

12.4.2 Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours.

12.4.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

12.4.4 Délai de paiement du sous-traitant

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application du titre II de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R. 2193-12 du code de la commande publique.

A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12 précité, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du même code.

12.4.5 Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN

Les modifications du marché feront l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est précisé que le présent marché pourra faire l'objet d'un ou plusieurs avenants dont l'objet est :

- Relèvement du montant maximum annuel du marché lorsque le montant des commandes sur un exercice a atteint 75%.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire en cours de marché.

Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les deux parties et sont actées par voie d'avenant.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire ne peut pas sous-traiter la tâche essentielle suivante : la préparation de commandes.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire demeure en toute hypothèse responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

Il doit s'assurer notamment du respect par ses sous-traitants de toutes les dispositions du marché concernant les obligations de secret professionnel et de confidentialité, des droits de propriété et des mesures de sécurité.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché conformément à l'article R. 2193-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 – NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre I^{er} du titre IX, du livre I^{er} de la deuxième partie du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique est le Directeur de l'organisme acheteur ou son représentant habilité.

1. En cas de cession ou de nantissement, l'acheteur remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées à sa demande soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement conjoint, il est délivré à chaque entreprise, à sa demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement solidaire, il est délivré à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute est délivré à chaque entreprise à sa demande.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'Acte d'Engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

2. Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions définies à l'article R. 313-17 du Code Monétaire et Financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du Titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.
3. En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des prestations, le titulaire devra présenter à l'acheteur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

Si le Titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, l'Acheteur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le Titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le Titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

4. Conformément à l'article R. 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La collaboration étroite et permanente entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur est une condition de la bonne exécution du marché.

16.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de diffusion conformément aux stipulations du présent marché, aux règles de l'art dans les délais contractuels.

Les prestations sont réalisées avec diligence, professionnalisme et en conformité avec l'objet du marché.

Le titulaire s'engage à assurer une mission d'information, de conseil et d'assistance auprès de la personne publique sur l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité du service. Pour ce faire, il met à disposition le personnel compétent et suffisant pour répondre à la demande.

Il est interdit aux agents du titulaire :

- d'être accompagnés sur le site de la personne publique d'enfants ou de personnes étrangères à la personne publique ;
- d'utiliser les outils bureautiques pour des raisons autres que professionnelles ;
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- de fumer à leur poste et dans tous les autres locaux de la personne publique, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de provoquer du désordre sur le site et implantations de la personne publique ;
- de manquer de respect aux occupants du site et des implantations de la personne publique et aux visiteurs.

Cette liste n'est pas limitative.

16.2 - Obligations de la personne publique

La personne publique s'engage également à fournir dans les délais utiles, toutes informations, documents et accès nécessaires à la bonne exécution des prestations objet du présent marché.

La personne publique assure au personnel du titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité en vigueur.

La personne publique informe le titulaire des consignes de sécurité propres aux locaux.

ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est à ce titre rappelé que le recours au travail dissimulé est interdit.

En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de la personne publique, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la personne publique.

ARTICLE 18 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECRET PROFESSIONNEL, DE DISCRETION PROFESSIONNELLE ET DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent marché, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents , supports d'informations, données qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent marché et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du marché et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction.
- effectuer le transfert de données confidentielles vers un système de messagerie externe de façon sécurisée ;

- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations notamment de développement et de maintenance des logiciels et du matériel informatique utilisés dans le cadre du présent marché.

L'utilisation, par le titulaire, du nom Cnaf appliqué à quelque fin que ce soit, et la référence au présent marché sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

ARTICLE 19 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET SECURITE

19.1 – Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte le traitement de données à caractère personnel.

A ce titre, il est soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'annexe RGPD contractualise les obligations et les droits du pouvoir adjudicateur et du titulaire. Cette annexe définit la ou les personnes responsables du traitement et le ou les sous-traitants selon les définitions du règlement européen précité et de loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée.

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à assurer la protection des données de façon constante et optimale conformément aux dispositions du règlement européen précité et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée.

Il assure un niveau de sécurité conforme à l'état des technologies et aux règles de l'art, contre tout accès physique et logique non autorisé. Il met en œuvre tous les moyens humains et techniques décrits dans son offre technique et répondant aux dispositions du CCTP ainsi que les mesures complémentaires utiles pour maintenir le niveau de sécurité qu'il a à garantir.

Il est fait application des dispositions de la section 2 du règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relative à la sécurité des données à caractère personnel et notamment celles de l'article 32.

Le titulaire a la charge de mettre en place les mesures de sauvegarde appropriées pour assurer la conservation des données et qu'il aura fixées dans son offre technique.

Toute modification de l'annexe R8 s'effectue par accord du pouvoir adjudicateur et du titulaire par la signature du texte modificatif de l'annexe précitée, par voie d'avenant.

19.2 – Sécurité

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences de la Politique de sécurité du Système d'information de la branche Famille. A ce titre, il respecte les exigences de sécurité imposées par le CCTP.

Le titulaire et tout sous-traitant doivent respecter les exigences et obligations figurant dans la charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information - notamment en termes de confidentialité, de sécurité et d'utilisation licite, rationnelle et loyale du système d'information - applicables au sein des organismes de la branche Famille.

Dans le cadre de plans de sécurité gouvernementaux, la Cnaf pourra imposer un renforcement des contrôles d'accès physiques, logistiques et informatiques de ses équipements.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, le titulaire s'engage à n'opérer aucun transfert de messages électroniques depuis l'outil de messagerie professionnelle de la Cnaf ou organisme de la branche Famille vers l'outil de messagerie du titulaire ou de son sous-traitant ou vers tout autre outil de messagerie extérieur. Le titulaire s'engage à faire respecter cette interdiction par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés exclusivement dans un pays garantissant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation sur la protection des données en vigueur de l'Union européenne.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des obligations de protection et de sécurité des données fixées dans le présent article par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, peut entraîner le refus du transfert ou la cessation du transfert des données par le pouvoir adjudicateur et la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire et ce sans indemnité, conformément à l'article 26 ci-dessous.

En cas de requête provenant d'une autorité judiciaire reçue par le titulaire, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.

La responsabilité pénale du titulaire peut être engagée sur le fondement des articles 226-17 à 226-22 du Code pénal.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 20 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

20.1 – Connaissances antérieures

20.1.1 Connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous les documents, supports d'information, programmes, logiciels, données et fichiers qu'il lui remet dans le cadre du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur concède au titulaire, à titre non exclusif, le droit de reproduire et / ou modifier ces documents, supports d'information, programmes, logiciels, données et fichiers, à la stricte fin de lui permettre d'exécuter les prestations, objet du marché, et uniquement pour la durée d'exécution desdites prestations.

20.1.2 Connaissances antérieures du titulaire

Dans l'hypothèse où pour l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur des « connaissances antérieures » (définies aux articles 44 et 45 du CCAG-TIC) et notamment des outils logiciels (hors livrables informatiques attendus dans le cadre de l'exécution des prestations), celles-ci sont identifiées dans le mémoire technique du titulaire ainsi que les conditions des droits de modification, d'adaptation, de traduction de ces connaissances.

Dans l'hypothèse où celles-ci ne sont pas identifiables lors de la remise de l'offre, ces connaissances antérieures sont identifiées au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation.

Les coûts de cette mise à disposition sont inclus dans les prix du marché.

Le titulaire concède, conformément à l'article 45.1 du CCAG-TIC relatif au régime des connaissances antérieures, le droit d'utiliser ces connaissances antérieures.

Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures.

Cette autorisation est valable pour la même durée que les droits d'utilisation portant sur les résultats.

20.2 Cession des droits afférents aux résultats (livrables)

Au sens du présent marché, le terme « résultats » désigne les différents livrables élaborés et remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

20.2.1 Nature des droits cédés

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits afférents aux livrables, même partiels, réalisés lors de l'exécution du marché, et réceptionnés par le pouvoir adjudicateur.

Les livrables attendus au titre du marché sont précisés dans le CCTP.

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

20.2.2 Etendue de la cession des droits

Les droits sont cédés pour le monde entier. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur.

20.2.3 Droits cédés

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'incorporation, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement :

- le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des livrables informatiques et documentaires, sur tous systèmes d'information (serveurs, unités centrales ou locales, réseau,), par un nombre quelconque d'utilisateurs et sur tous les sites du pouvoir adjudicateur et de la branche Famille de la Sécurité sociale, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les livrables informatiques et documentaires, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support (imprimé, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non

prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations) ;

- le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication à des tiers et de mise à disposition à des tiers des livrables informatiques et documentaires, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (présentation publique, impression, numérique, magnétique, mécanique, électronique, optique, réseaux informatiques et de télécommunication,...), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché. La communication et la mise à disposition des résultats ne peuvent se faire qu'à des fins non commerciales ;
- les droits de modification et d'adaptation comportent notamment, pour tout ou partie des livrables cédés, le droit de faire évoluer, arranger, corriger, perfectionner, traduire en toutes langues. Particulièrement, pour tout ou partie des livrables informatiques cédés, ces droits comportent notamment le droit de décompiler, assembler, intégrer à tout système ou logiciel préexistant ou à venir que ces derniers soient ou non qualifiés d'œuvres préexistantes, interfacer avec tout logiciel, base de données ou systèmes préexistant ou à venir, traduire en tous langages informatiques.

Les modifications et adaptations ainsi apportées à tout ou partie des livrables informatiques et documentaires par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur, par le prestataire de son choix, afin de répondre notamment et de façon non limitative aux besoins du pouvoir adjudicateur, des organismes de la branche Famille ou ceux de ses partenaires.

L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent marché, le pouvoir adjudicateur.

Les droits sont cédés dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le pouvoir adjudicateur peut céder ses droits à des tiers et plus précisément à chacun des organismes de la branche Famille de la Sécurité sociale ou de sa tutelle, qui peuvent librement en user, dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur tel que prévu dans le cadre du présent article.

20.2.4 Garantie des droits

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés aux termes du présent marché.

Notamment, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en contrefaçon qui pourrait être dirigée contre ce dernier alors qu'il n'aurait commis aucune faute et qui résulterait de l'exploitation des résultats du présent marché et des connaissances antérieures du titulaire.

A ce titre, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché.

20.2.5 Prix de la cession des droits

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le prix des prestations, tels qu'ils figurent dans l'annexe financière du titulaire.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 21 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent marché. Les dommages causés au personnel ou aux biens de la personne publique par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Dans un délai de cinq (5) jours francs à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent présenter tout justificatif attestant de la couverture des risques inhérents à leur profession (avec indications des montants de garantie et couvrant leur responsabilité civile en cas de dommages causés aux biens, aux agents des Caf ou à des tiers, lors de l'exécution des prestations : devront être garantis les dommages corporels, matériels, immatériels, consécutifs ou non consécutifs.).

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS le Titulaire devra présenter une attestation d'assurance professionnelle en vigueur chaque fois que nécessaire sur simple demande de l'Acheteur et dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition de la personne publique pour l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire garantit la personne publique contre les sinistres ayant leur origine dans les produits qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de la personne publique par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dès la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager la personne publique ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Le titulaire s'engage à informer expressément la Cnaf de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 22 – CONDITION DE GARANTIES SUR TIERS

Les Titulaires garantissent l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles dont ils proposent l'emploi pour l'exécution du marché.

ARTICLE 23 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

23.1. Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Il est demandé au titulaire soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement de communiquer à la Cnaf son BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois suivant la notification du marché.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à la CNAF dans les 6 mois suivant l'échéance du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site de l'Ademe (<https://bilans-ges.ademe.fr>) conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page.

Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer leur plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce. Il indique alors à la Cnaf le lien Internet permettant d'accéder à ce document.

23.2. Gestion durable du marché

Le titulaire prend les mesures portant sur l'optimisation des tournées afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de véhicules compatibles ZFE, la limitation des

emballages et des déchets, la dématérialisation des échanges et des preuves, le stockage responsable.

23.3. Echanges numériques

Le titulaire favorise l'utilisation de supports dématérialisés pour l'ensemble des échanges avec la Cnaf.

ARTICLE 24 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

A défaut d'information du pouvoir adjudicateur sur tout changement dans la situation du titulaire, ce dernier encourt la résiliation du marché conformément aux stipulations de l'article 23.1 du présent CCAP.

24.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tous moyens permettant de donner date certaine/lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

24.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Le nouveau titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

ARTICLE 25 – REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE DU TITULAIRE

25.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

En application de l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), (le pouvoir adjudicateur récupère via le site Internet annuaire-entreprises.data.gouv.fr les données dont il a besoin à partir du numéro d'identification des entreprises) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D. 8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, dans le coffre-fort de la plateforme de l'acheteur, PLACE, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

25.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, à la suite de l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux (2) mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six (6) mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 26 – PENALITES

Le titulaire s'engage pendant la période du marché à assurer le bon fonctionnement et la continuité du service sous peine d'application de pénalités.

Deux types de pénalités peuvent être cumulés. Les pénalités sont applicables dès lors qu'un retard dans la prise de service par l'agent du titulaire est constaté ou s'il y a un ou plusieurs manquements dans l'exécution des prestations.

Les pénalités peuvent être cumulées et sont retenues sur la facturation du mois au cours duquel le manquement est constaté ou fait l'objet, le cas échéant, d'un titre de recette émis par l'agent comptable du pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour la personne publique, de résilier le marché dans les conditions définies dans le présent CCAP. Dans l'hypothèse où la résiliation du marché est décidée par le pouvoir adjudicateur, les pénalités de retard courent jusqu'au jour de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché public.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de ce retard ou de ce manquement à l'exécution d'une ou plusieurs prestations par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Indicateur concerné	Objectif contractuel	Constat d'écart / non-performance	Pénalité appliquée
1. Délais de livraison – Métropole	Livraison sous 8 jours ouvrés	Livraison en retard	10 € par point non livré dans le délai + 1 000 € forfaitaires si > 50 points retardataires / édition
2. Délais de livraison – DOM	Livraison sous 31 jours ouvrés	Livraison en retard	15 € par point non livré dans le délai
3. Taux de conformité des livraisons	≥ 98 % de livraisons conformes	97–98 %	Pénalité = 0,5 % du montant HT de l'édition
		95–97 %	Pénalité = 1 % du montant HT de l'édition
		< 95 %	Pénalité = 2 % du montant HT de l'édition
4. Preuves de livraison (photo + GEO + horodatage)	100 % des preuves transmises	Preuve manquante	5 € par point sans preuve
		> 100 points sans preuve sur une édition	+ 1 500 € forfaitaires
5. Taux de réclamations	≤ 2 % du parc de diffusion	2–3 %	0,5 % du montant HT de l'édition
		3–4 %	1 % du montant HT de l'édition
		> 4 %	2 % du montant HT de l'édition
6. Traitement des réclamations	Traitement en ≤ 72 h ouvrées	Réclamation non traitée dans le délai	20 € par réclamation
		> 20 réclamations en retard	+ 500 € forfaitaires
7. Disponibilité de l'outil numérique partagé	≥ 99 % de disponibilité mensuelle	Disponibilité 95–99 %	500 € par mois impacté
		< 95 %	1 000 € par mois impacté
8. Transmission du reporting	Reporting complet à la date prévue	Retard de transmission	300 € par reporting
		Reporting incomplet	300 € par document
9. Relivraisons	Conformes sous 72 h si erreur imputable au titulaire	Relivraison en retard	20 € par relivraison tardive

ARTICLE 27 – CONDITIONS DE RESILIATION

Les modalités de résiliation sont régies par le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Quelle que soit la cause de la décision de la personne publique, la résiliation du marché est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, la date portée sur l'avis de réception faisant foi.

27.1 Résiliation aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution des prestations ;
- en cas de manquements répétitifs aux obligations faisant l'objet de pénalités à l'article 26 du présent CCAP, c'est-à-dire se produisant tous les mois ou sur plus de trois mois consécutifs ou plus de 5 fois dans un trimestre, peuvent donner lieu à la résiliation du marché aux torts du titulaire ;
- en cas de défaut d'exécution de plusieurs bons de commande ;
- en cas de non-respect de ses obligations contractuelles générales telles qu'énoncées à l'article 16.1 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect des obligations en matière de secret professionnel, de discrétion professionnelle et de confidentialité telles que définies à l'article 18 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 24 du présent CCAP ;
- en cas de recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable de ses conditions de paiement conformément à l'article 14 du présent document ;
- en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les autres cas de résiliation aux torts du titulaire sont prévus à l'article 41 du CCAG-FCS.

La résiliation est précédée d'une mise en demeure notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, assortie d'un délai d'exécution, qui précise le manquement aux obligations, la sanction envisagée et la date effective de résiliation. Si la mise en demeure est infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La date d'effet de la résiliation est indiquée dans le courrier adressé au titulaire.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

27.2 Résiliation sans faute du titulaire

La personne publique peut à tout moment mettre fin à l'exécution du marché, en l'absence de faute du titulaire, par une décision de résiliation, dans les cas prévus aux articles 39, 40 et 42 du CCAG-FCS.

Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle emporte résiliation du marché à la date fixée par la personne publique.

Dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit de la personne publique, des droits de propriété des produits et livrables fournis. Le titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par la personne publique durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est soumis au Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend doit être traité selon les modalités prévues par les dispositions des articles 46.2 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dispositions suivantes du présent CCAP dérogent aux clauses du CCAG-FCS.

CCAG-FCS	CCAP
Article 4.1. : « Ordre de priorité »	Article 5 « Documents contractuels »
Article 9.2. « Assurances »	Article 21 « Responsabilité et assurances »

Article 27 « Opérations de vérification » / Article 28 « Déroulement des opérations de vérification » / Article 29 « Décisions après vérifications » / Article 30 « Admission, ajournement, refaction et rejet »	Article 13 « Vérifications des prestations »
Article 14 « Pénalités »	Article 26 « Pénalités »
Article 37 « Régime des résultats »	Article 9.7 « Documents remis -résultats »